

AUX PERSONNES HABLES À VOTER AYANT LE DROIT D'ÊTRE INSCRITES SUR LA LISTE RÉFÉRENDAIRE DU SECTEUR INDUSTRIEL DE LA VILLE DE POINTE-CLAIRE :

AVIS PUBLIC est donné de ce qui suit :

1. Lors d'une séance régulière tenue le 18 janvier 2022, le conseil municipal a adopté le Règlement PC-2942 décrétant un emprunt à long terme et une dépense en immobilisations de 1 800 000 \$ pour des travaux de réhabilitation d'aqueduc et de réfection de chaussées dans l'avenue Bancroft dans le secteur industriel.
2. Les personnes habiles à voter ayant le droit d'être inscrites sur la liste référendaire du secteur concerné peuvent demander que le Règlement PC-2942 fasse l'objet d'un scrutin référendaire en fournissant une copie d'une pièce d'identité (carte d'assurance-maladie, permis de conduire, passeport canadien, certificat de statut d'Indien ou carte d'identité des Forces canadiennes), ainsi qu'en soumettant leur nom, adresse et qualité (propriétaire, occupant ou locataire) et dument signé. Dans le cas où le nom de la personne ne figure pas déjà sur la liste des personnes habiles à voter ayant le droit d'être inscrites sur la liste référendaire du secteur concerné, la demande doit également être accompagnée d'un document attestant de son droit d'y être inscrite.
3. La procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter est d'une durée de 15 jours à compter de la publication du présent avis et la transmission de demandes écrites à la municipalité tient lieu de registre.
4. Les demandes doivent être transmises au service des affaires juridiques et du greffe (451, boulevard Saint-Jean, Pointe-Claire, Québec H9R 3J3) ou à l'adresse courriel greffe@pointe-claire.ca, au plus tard le 11 février 2022, à 16h30. Toutes les demandes doivent contenir une copie d'une pièce d'identité ainsi que tous les éléments mentionnés au paragraphe 2.
5. Le nombre de demandes requis pour que le Règlement PC-2942 fasse l'objet d'un scrutin référendaire est de 78. Si ce nombre n'est pas atteint, le règlement sera réputé approuvé par les personnes habiles à voter. Le résultat de la procédure d'enregistrement sera annoncé sur le site internet de la Ville de Pointe-Claire à www.pointe-claire.ca/fr/avis-publics à compter du 14 février 2022 à 9h00 et sera également disponible au service des affaires juridiques et du greffe (451, boulevard Saint-Jean, à Pointe-Claire).
6. Le Règlement PC-2942 peut être consulté en soumettant une demande par courriel à greffe@pointe-claire.ca ou en personne, sur rendez-vous, au service des affaires juridiques et du greffe à l'hôtel de ville de Pointe-Claire (451, boulevard Saint-Jean, à Pointe-Claire), pendant les heures normales d'ouverture des bureaux, soit du lundi au vendredi de 8h30 à midi et de 13h00 à 16h30, à l'exception des jours fériés.

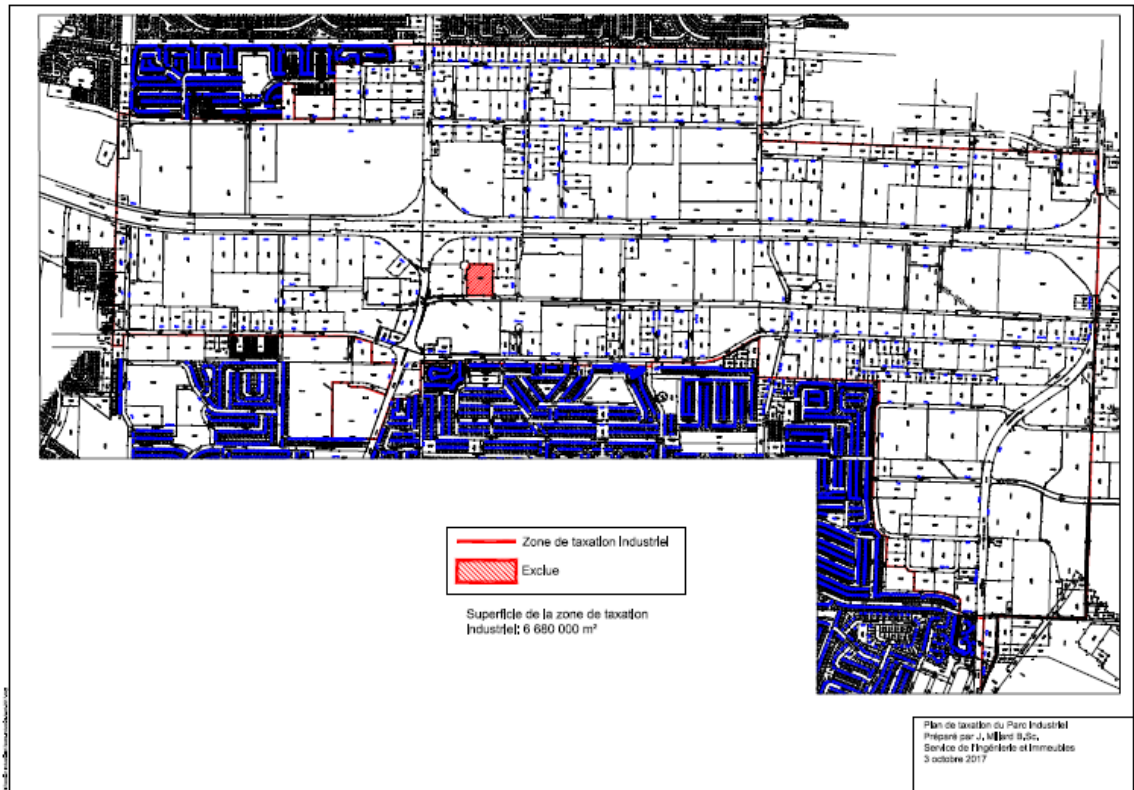
CONDITIONS POUR ÊTRE UNE PERSONNE HABLE À VOTER AYANT LE DROIT D'ÊTRE INSCRITE SUR LA LISTE RÉFÉRENDAIRE DU SECTEUR INDUSTRIEL CONCERNÉ:

7. Toute personne qui, le 18 janvier 2022, n'est frappée d'aucune incapacité de voter prévue à l'article 524 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et remplit les conditions suivantes :
 - Être une personne physique domiciliée dans le secteur concerné, être domiciliée depuis au moins 6 mois au Québec, être majeure et de citoyenneté canadienne et ne pas être en curatelle.
8. Tout propriétaire unique d'un immeuble ou occupant unique non-domicilié d'un établissement d'entreprise situé dans le secteur concerné qui, le 18 janvier 2022, n'est frappé d'aucune incapacité de voter et remplit les conditions suivantes :
 - Être propriétaire d'un immeuble ou occupant unique d'un établissement d'entreprise situé dans le secteur concerné depuis au moins 12 mois;
 - Dans le cas d'une personne physique, être majeure et de citoyenneté canadienne et ne pas être en curatelle.
9. Tout copropriétaire indivis ou cooccupant non domicilié d'un établissement d'entreprise situé dans le secteur concerné qui, le 18 janvier 2022, n'est frappé d'aucune incapacité de voter et remplit les conditions suivantes :
 - Être copropriétaire indivis d'un immeuble ou cooccupant d'un établissement d'entreprise situé dans le secteur concerné depuis au moins 12 mois ;
 - Être désigné, au moyen d'une procuration signée par la majorité des personnes qui sont copropriétaires ou cooccupants depuis au moins 12 mois, comme celui qui a le droit de signer le registre en leur nom et d'être inscrit sur la liste référendaire, le cas échéant. Cette procuration doit avoir été produite avant ou lors de la signature du registre.

10. Condition supplémentaire pour une personne morale :

- Avoir désigné par résolution, parmi ses membres, administrateurs ou employés, une personne qui, le 18 janvier 2022 et au moment d'exercer ce droit, est majeure et de citoyenneté canadienne, qui n'est pas en curatelle et n'est frappée d'aucune incapacité de voter prévue par la Loi.

11. Le secteur industriel concerné est illustré au croquis ci-après :



Donné à Pointe-Claire, ce 26^e jour de janvier 2022.

Danielle Gutierrez, OMA
Assistante greffière

PUBLIC NOTICE

TO THE QUALIFIED VOTERS ENTITLED TO HAVE THEIR NAMES ENTERED ON THE REFERENDUM LIST OF THE INDUSTRIAL SECTOR OF THE CITY OF POINTE-CLAIRE:

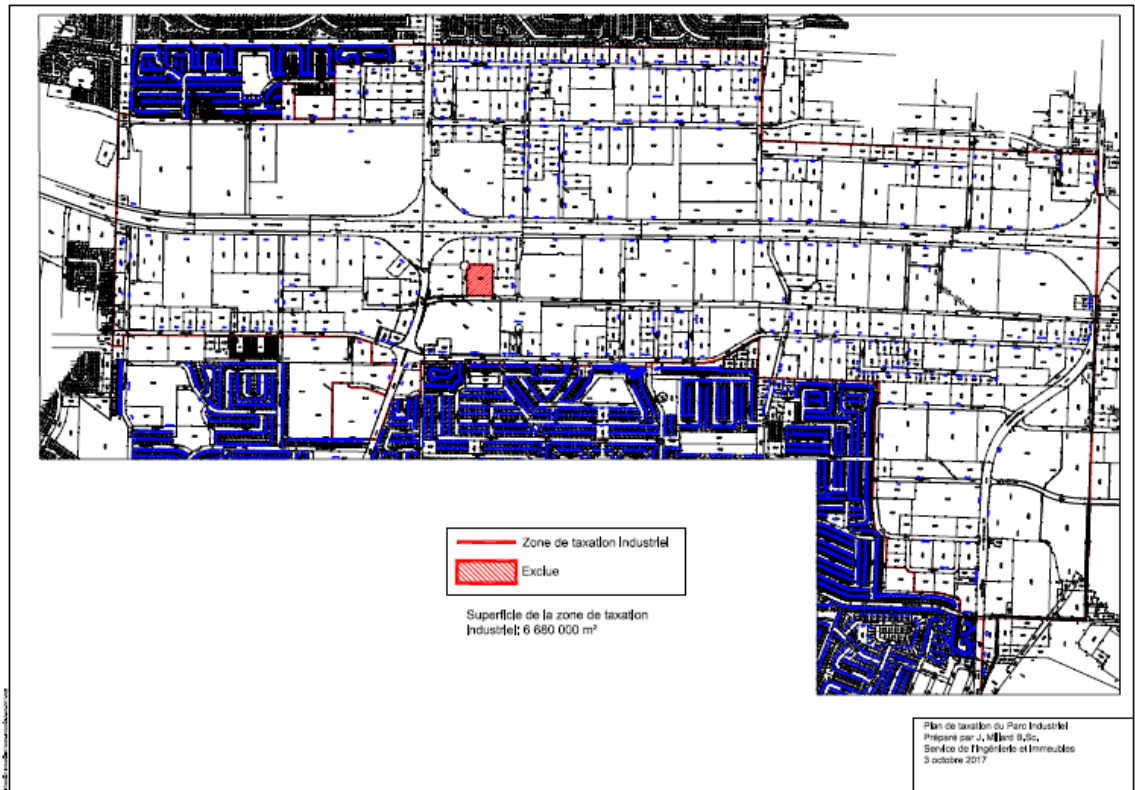
PUBLIC NOTICE is given of the following:

1. At a regular meeting held on January 18, 2022, the Municipal Council adopted By-law PC-2942 decreeing the execution of the watermain rehabilitation and reconstruction of the paving on Bancroft Avenue in the industrial area as well as a long-term borrowing in the amount of \$ 1,800,000.
2. The qualified voters having the right to be entered on the referendum list of the concerned sector may request that By-law PC-2942 be submitted to a referendum, after having submitted a copy of an identification card (health-insurance card, driver's licence, Canadian passport, certificate of Indian Status or Canadian Armed Forces identification card), by providing their name, address, capacity (owner, occupant or tenant) and signature. In the event that the name of the person does not already appear on the list of qualified voters having the right to be entered on the referendum list of the concerned sector, the request must also be accompanied by a document attesting to their right.
3. The procedure for registering qualified voters is of a duration of 15 days from the publication of the present notice and the sending of written applications to the municipality replaces the register.
4. Requests must be submitted to the Legal Affairs and City Clerk Department (451, Saint-Jean Boulevard, Pointe-Claire, Quebec H9R 3J3) or at the following e-mail address: greffe@pointe-claire.ca, no later than February 11, 2022 at 4:30 p.m. All requests must contain a copy of an identification card, as well as all the elements mentioned in paragraph 2.
5. The number of requests that is required in order that a referendum be held for By-law PC-2942 is 78. Failing such number, the By-law will be deemed to have been approved by the qualified voters. The result of this registration procedure will be announced on the City's website at www.pointe-claire.ca/en/public-notices as of February 14, 2022 at 9:00 a.m. and will equally be available at the City Clerk and Legal Affairs Department (451 Saint-Jean Boulevard, Pointe-Claire).
6. By-law PC-2942 may be consulted by submitting a request by e-mail to greffe@pointe-claire.ca or in person, by appointment, at the City Clerk and Legal Affairs Department (451, Saint-Jean Boulevard, Pointe-Claire), during regular business hours, from Monday to Friday from 8:30 a.m. to noon and from 1:00 p.m. to 4:30 p.m., with the exception of holidays.

CONDITIONS TO BE RECOGNIZED AS A QUALIFIED VOTER ENTITLED TO HAVE THEIR NAME TO BE INSCRIBED ON THE REFERENDUM LIST OF THE INDUSTRIAL SECTOR OF THE CITY OF POINTE-CLAIRE:

7. Any person who is not disqualified from voting under section 524 of the Act respecting elections and referendums in municipalities and who fulfills the following conditions on January 18, 2022:
 - Being a physical person domiciled in the concerned sector, be domiciled since at least six months in the Province of Quebec, being of full age and a Canadian citizen and not under curatorship.
8. Any sole owner of an immovable or sole occupant of a place of business in the concerned sector who is not disqualified from voting and who fulfills the following conditions on January 18, 2022:
 - Since at least 12 months, is the sole owner of an immovable or the sole occupant of a place of business in the concerned sector;
 - In the case of a physical person, be of full age, a Canadian citizen and not under curatorship.
9. Any undivided co-owner of an immovable or co-occupant of a place of business in the concerned sector who is not disqualified from voting and who fulfills the following conditions on January 18, 2022:
 - Since at least 12 months, is an undivided co-owner of an immovable or co-occupant of a place of business in the concerned sector;
 - Be designated, by means of a power of attorney signed by a majority of the co-owners or the co-occupants who are such since at least 12 months, as the person entitled to sign the register on their behalf and to be entered on the referendum list, whichever the case maybe. The power of attorney should have been produced or be produced during the signature of the register.
10. Supplementary condition for a legal person:
 - To have designated by resolution, among its members, directors or employees, a person who, on January 18, 2022 and at the time of exercising that right, is of full age and a Canadian citizen, not under curatorship and not disqualified from voting under the law.

11. The concerned industrial sector is shown on the following sketch:



Given at Pointe-Claire, on this 26th day of January 2022.

Danielle Gutierrez, OMA
Assistant City Clerk